

Point 01 : Plan Climat – Elaboration Plan Climat Air Energie Territorial

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

La réponse au défi climatique est un des enjeux majeurs de notre époque, si nous voulons satisfaire les besoins des populations dans un environnement et une biodiversité préservée. Ce combat quotidien est intimement lié à la question cruciale de notre mode de développement et de la répartition des richesses sur notre globe. Notre planète, comme ceux qui l'habitent souffrent en effet plus que jamais d'un modèle capitaliste qui épuise les ressources comme les Hommes.

Face à ce constat notre responsabilité est grande et nous avons tous en tête le contexte international inquiétant dans le domaine à l'image des déclarations de l'actuel locataire de la Maison Blanche, comme les différentes dispositions issues de la COP21 qui pour certaines d'entre elles, sans effets contraignants, resteront malheureusement lettre morte.

Au moment où seule l'action compte, personne ne pourra dire que Nantes Métropole ne prend pas le taureau par les cornes. En matière de transport, nous évoqueront une fois de plus lors de ce conseil de nouveaux investissements. Nous ne sommes pas en reste, non plus, en matière de logement et d'incitations à une meilleure isolation, comme sur le sujet du développement des réseaux de chaleur ou encore de notre gestion de l'eau, des déchets...

Au regard de nos prises de décisions et actions antérieures et des résultats du grand débat nous avons à élaborer aujourd'hui un Plan Climat Air Energie Territorial. Nous partageons dans ce cadre les objectifs stratégiques et opérationnels qui seront définis et devront porter notamment sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la Maîtrise de la consommation d'énergie finale ou encore la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration.

Sur nombre de ces enjeux, il faut une impulsion et une cohérence nationale. Et, de ce point de vue, nous pensons que les mesures présentés par M.Hulot sont largement insuffisantes. En premier lieu, et cela traverse l'ensemble de nos politiques publiques, comment être à l'offensive, investir, tout en se dotant d'un budget d'austérité ? Comment être efficace quand les grandes priorités, celles de l'augmentation en nombre et en qualité des transports en commun, ou encore la rénovation thermique des logements qui demandent une forte mobilisation de moyens financiers sont loin d'être financées ? Comment être à l'offensive quand, nos budgets sont considéré par l'Etat comme des variables d'ajustement ?

Ce sont les mêmes, ceux qui mettent les cars Macron sur les routes, ceux qui par leur politiques accélèrent la crise du logement alors que les distances domicile/travail ne cessent de croître, qui voudraient nous faire croire en leur volonté de faire bouger les lignes.

Les grandes mesures du gouvernement toucheraient notamment à l'arrêt de l'exploitation des hydrocarbures alors même que les extractions françaises ne représentent qu'1% des 77 millions de tonnes équivalant pétrole consommées chaque année, et la mise à l'arrêt d'un certain nombre de réacteurs nucléaires. Décrété la réduction de la part du nucléaire pose une question essentielle. Comment fournir de l'électricité aux ménages, aux entreprises, aux services publics tout en assurant le fort développement des véhicules électriques avec la fin annoncée des véhicules thermiques en 2040.

Qui peut assurer que nous serons en capacité avec les seules énergies renouvelables de compenser, au même coût, dans la même quantité, de façon non aléatoire donc pilotable à tout moment, l'énergie électrique aujourd'hui produite par le nucléaire ? Il faut avant de prendre toute décision irréversible répondre à ces questions au moment où le plan climat envisage un recours plus important à l'électricité.

Toutes ces questions ont une résonance particulière sur notre territoire, avec le projet de reconversion de la centrale de Cordemais dont le Ministre de l'Environnement ne semble pas vouloir entendre parler. Une ineptie quand on connaît le rôle stratégique de cette centrale dans notre région, l'implication de son personnel et de ses représentants syndicaux pour faire évoluer leur outil de travail et réduire ses émissions de CO2. Rappelons que Cordemais, ce sont 430 emplois directs et 2000 emplois induits. Je pense également à l'avenir du terminal pétrolier de Donges, le troisième de France.

Oui, il nous faut nous doter d'une industrie plus propre, oui, il faut y mettre les moyens, en recherche, en investissement, oui il faut aussi un pilotage démocratique de ces outils de production stratégiques, on ne peut pas se contenter d'effet d'annonce. Il faut poser des actes concrets à contrario de la grande braderie de nos fleurons industriels comme STX ou Alstom organisée par ce gouvernement ! C'est un enjeu écologique et un enjeu d'emploi.

Le groupe communiste accompagnera donc toutes les actions nécessaires à la réponse aux enjeux climatiques et environnementaux, sources de mieux-être pour nos concitoyens. Faut-il que l'on nous en donne les moyens, faut il un cadre national cohérent, si nous sommes dans l'action, nous attendons aussi du gouvernement bien autre choses que des effets d'annonce spectaculaires.

Je vous remercie de votre attention.